

# Arabie saoudite et Qatar en Égypte : concurrence géoéconomique et stratégie commerciale pour le contrôle du territoire égyptien

## AUTEUR

Maïa SINNO, IEDES (France)

## RÉSUMÉ

Depuis les événements du 25 janvier 2011, le Qatar et l'Arabie saoudite profitent de la situation problématique concernant la stabilité économique et politique égyptienne pour y exporter leurs ambitions de puissances régionales. Financer les différents régimes au pouvoir après les mouvements révolutionnaires de 2011 leur permet de contrôler les évolutions politiques égyptiennes, de renforcer leur influence régionale, d'augmenter leurs possibilités de faire du profit sur le long terme et de freiner, dans une moindre mesure, la contagion des soulèvements révolutionnaires au Moyen-Orient. Il s'agit ici de contrôler le territoire égyptien en participant à sa gouvernance grâce à l'exportation de capitaux. Pour rendre cette influence efficace, les deux monarchies du Golfe ont mis en place une stratégie diplomatique basée sur l'utilisation de l'islam sunnite radical comme facteur d'unité, sur le financement des différents régimes et sur le maintien sous conditions de l'économie égyptienne.

## MOTS CLÉS

Égypte, Qatar, Arabie saoudite, concurrence, géoéconomie, islam

## ABSTRACT

Since the events of January 25th, 2011, Qatar and Saudi Arabia are taking advantage of the problematic situation related to Egypt economical and political stability. The two countries try to export their ambitions of regional power. Financing the different governments following the revolutionary movements is a way to control Egyptian political evolution, to strengthen their regional influences, to increase their possibilities to make profit in the long term, and to slow down the contagion of revolutions in the Middle East. This involves controlling Egyptian territory by participating in its governance through the export of capital. To make this influence effective, both Gulf monarchies have established a diplomatic strategy based on the use of radical Sunni Islam as a unifying factor, on financing the various regimes and on maintaining Egyptian economy under conditions.

## KEYWORDS

Egypt, Qatar, Saudi Arabia, competition, geoeconomy, islam

## INTRODUCTION

Le renouvellement de l'échiquier politique égyptien depuis les événements de janvier 2011 et la baisse de l'influence européenne sur la région méditerranéenne (Moisseron, 2011) ont donné à l'Arabie saoudite et au Qatar une position de mécènes rivaux se disputant les régimes post-révolution en Égypte. Le territoire égyptien devient l'enjeu d'une concurrence régionale politique et économique entre les deux pays du Golfe et de nouvelles frontières se cristallisent. La géoéconomie étudie les stratégies d'ordre commercial comme phénomène de puissance, en lien avec un espace aux frontières

mouvantes et virtuelles (Lorot, 2001). « Entre une géoéconomie qui ignore de plus en plus les frontières et une géopolitique qui ne connaît comme principe fondateur du droit et de la souveraineté que le principe territorial classique (territoire étatique continu et homogène), le décalage s'accroît de jour en jour » (Veltz, 1997). Dans cette optique, il s'agit donc de reformuler la question des frontières virtuelles qui séparent ou rapprochent l'Égypte des États du Golfe depuis janvier 2011. Le jeu de puissance se joue entre le gouvernement égyptien et ses partenaires économiques que sont le Qatar et l'Arabie saoudite, concurrents économiques et politiques en Égypte.

## 1. UNE RIVALITÉ EXPORTÉE EN ÉGYPTÉ

Le Qatar a encouragé et soutenu le régime des Frères musulmans, ce qui lui a permis de parfaire sa notoriété internationale, acquise grâce à ses investissements colossaux au Moyen-Orient et en Europe, en prenant ouvertement parti politiquement. L'émirat est soupçonné d'avoir en partie financé la campagne présidentielle du candidat des Frères musulmans, Mohammed Morsi. Il a par ailleurs contribué au maintien précaire de l'économie égyptienne en versant 500 millions de dollars en 2011, 5 milliards en 2012 et 3 milliards en 2013. Le Qatar est aussi accusé d'avoir versé des primes d'un montant total de plus de 7 millions de dollars à plusieurs dirigeants de la confrérie égyptienne des Frères musulmans <sup>1</sup>. Enfin, en septembre 2012, le pays avait annoncé son intention d'investir 18 milliards de dollars dans différents projets de tourisme et d'infrastructures. Ce soutien économique et politique a engendré une mobilité de capitaux sous forme de dons, de dépôts, de subventions et d'investissements directs étrangers dans le but d'influencer durablement les orientations politiques de l'Égypte. Ce transfert multiforme de capitaux est motivé par la volonté d'ingérence du Qatar sur le territoire égyptien (Kodmani, 2013). On peut aussi remarquer la rapidité avec laquelle ces dépôts sont encaissés, ce qui illustre un raccourcissement des distances entre les territoires grâce au renforcement des réseaux.

À l'opposé, l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe se positionnent en faveur du nouveau gouvernement depuis juillet 2013. Ils refusent ainsi l'avènement de la confrérie anciennement au pouvoir grâce à un mouvement révolutionnaire potentiellement contagieux. Le territoire de la péninsule arabe se divise alors entre le Qatar et les partisans de la politique saoudienne. Cette fracture est transposée sur le territoire égyptien par le Qatar et l'Arabie saoudite : les influences des différents pays du Golfe se superposent et se remplacent sur ce territoire.

Si les médias présentent le Qatar et l'Arabie saoudite comme des leaders régionaux qui exportent leur rivalité dans les luttes pour le pouvoir en Égypte depuis janvier 2011, il est bon d'étudier les stratégies mises en place par les deux pays pour dominer la scène politique égyptienne et donc investir le territoire égyptien économiquement et politiquement.

Le Qatar est véritablement présent en Égypte depuis 2009-2010 avec Barwa, une des branches de sa société nationale Qatari Diar et différents projets immobiliers, alors que les relations entre le Qatar et l'Égypte ont toujours été superficielles jusque-là. L'émirat

1 Le journal tunisien *Kapilis* publie un article le 5 juillet 2013 intitulé « Corruption : les "primes" de l'émir du Qatar aux dirigeants islamistes » qui souligne la présence de documents trouvés dans les bureaux des dirigeants des Frères musulmans en Égypte censés prouver le versement de subventions en provenance du Qatar [en ligne [www.kapitalis.com/politique/17002-corruption-les-primas-de-l-emir-du-qatar-aux-dirigeants-islamistes.html](http://www.kapitalis.com/politique/17002-corruption-les-primas-de-l-emir-du-qatar-aux-dirigeants-islamistes.html)].

est intervenu de façon récente sur le marché égyptien, bien après l'ouverture économique du pays et l'arrivée massive des capitaux étrangers, notamment d'autres pays du Golfe. En finançant le nouveau régime égyptien durant l'année écoulée, l'émirat a tout de même acquis une place nouvelle sur le plan économique et politique au Moyen-Orient, place préalablement préparée par ses nombreux investissements dans la région.

Au contraire, les relations politiques et économiques entre l'Égypte et l'Arabie saoudite sont anciennes, avec un projet de loi commune concernant l'industrie, découlant des liens forts existant entre le cheikh Zayed et le roi Fayçal. Les liens entre les deux pays se sont distendus sous Nasser, avant que Sadate n'entame un nouveau rapprochement durable. L'Arabie saoudite a depuis longtemps cherché à renforcer son influence sur le territoire égyptien. Les Frères musulmans et le concept de révolution apparaissent comme une menace pour l'Arabie saoudite. Malgré cela, la monarchie pétrolière n'a pas manqué de témoigner discrètement son soutien tout au long de la période de transition, avec pas moins d'un milliard de dollars d'aide financière sous le régime de Mohammed Morsi et l'ordre d'envoi de trois hôpitaux mobiles le 17 août 2013, suite à la violente répression des militants pro-Morsi par l'armée. Il s'agit ici de renforcer le sentiment de cohésion religieuse sunnite et, par là, de cohésion territoriale, alors même que les revendications de ces militants sont considérées par le régime saoudien comme menaçantes pour la stabilité politique du régime. Cette action de bienfaisance a surtout été permise par la destitution de Mohammed Morsi et contribue à l'image de protecteur des sunnites du Moyen-Orient attachée à l'Arabie saoudite depuis longtemps. L'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis ont promis de soutenir le nouveau régime en place depuis juillet 2013 grâce à plusieurs milliards de dollars d'aide, dont cinq auraient déjà été versés. En assurant le financement de la stabilité économique du nouveau régime, l'Arabie saoudite et ses partisans souhaitent prendre le relais du pouvoir en Égypte.

Le Qatar bénéficie de revenus importants pour mettre en place une stratégie d'expansion géoéconomique dans la région quand le royaume saoudien fait face à des problèmes de politique interne qui limitent ses capacités financières sur le plan international.

## **2. DES ENJEUX NATIONAUX ET RÉGIONAUX**

Les enjeux de cette lutte géoéconomique et politique sont nombreux et d'importance :

– Empêcher la faillite de l'État égyptien déjà plongé dans le marasme économique depuis la vague révolutionnaire de 2011 (Hosny, Kandil et Mohtadi, 2013). L'Égypte est un marché de plus de 80 millions d'habitants et le plus gros bénéficiaire des investissements directs étrangers du Moyen-Orient avec la Turquie avant les événements du 25 janvier 2011. L'économie égyptienne est intrinsèquement liée à la stabilité économique de la région.

– Augmenter les flux d'investissements directs étrangers en Égypte, à l'heure de la diversification économique des pays du Golfe qui cherchent à valoriser d'autres sources de revenus que les rentes énergétiques, notamment dans les secteurs de la banque, de l'immobilier, des assurances et des ressources énergétiques.

– Profiter de la position géostratégique de l'Égypte, carrefour entre la Méditerranée, l'Afrique et l'Asie, en étant un partenaire incontournable sur le plan économique et politique, afin d'obtenir davantage de pouvoir sur la situation régionale. Il est aussi question de contenir et de renforcer un axe sunnite au Moyen-Orient pour y contrer la montée du chiisme.

L'Égypte est donc un partenaire économique incontournable. Corruption, politique et économie sont fortement liées (Kamel el-Sayyed, 2011), ce qui a pour conséquence l'importance du politique sur l'économique, et inversement, dans le choix des investisseurs étrangers (Giuseppe *et al.*, 2003). Les liens tissés avec ses partenaires économiques ouvrent les frontières égyptiennes à des influences étrangères en ce qui concerne la gouvernance du pays.

### **3. ISLAM ET PÉTRODOLLARS : UN FACTEUR D'UNITÉ**

Pour promouvoir une influence durable en Égypte, l'Arabie saoudite a initié une stratégie basée sur le rapprochement communautaire et religieux. Le fait que la majorité de la population de ces deux pays soit de confession musulmane sunnite est un atout, et l'influence des dogmes wahhabites en vigueur en Arabie saoudite (Redissi, 2007) a largement pénétré les sphères d'influence religieuse en Égypte. Les relations compliquées entre l'Arabie saoudite et la confrérie égyptienne des Frères musulmans démontrent la volonté de la monarchie de soutenir les branches radicales de l'islam sunnite en Égypte, tout en canalisant leur sphère d'influence pour les empêcher de concurrencer la suprématie religieuse du royaume (Ternisien, 2011). L'islam sunnite, couplé à une influence diplomatique régionale et à des perspectives d'investissements avantageuses, est un gage de réussite dans l'implantation sociale, politique et économique de l'Arabie saoudite sur le territoire égyptien. Bien plus, la promotion d'un territoire sunnite uni, aux frontières virtuelles et mouvantes, renforce encore davantage l'influence de l'Arabie saoudite en Égypte.

Le Qatar a récemment employé cette même stratégie pour concurrencer le pouvoir saoudien et exister sur le plan diplomatique en Égypte, en devenant le principal bailleur de fonds du régime des Frères musulmans avant le renversement de Mohammed Morsi. Cette intrusion sur la scène politique égyptienne a été favorisée par l'engagement de l'émirat envers les Frères musulmans, parti politique jugé dangereux par le royaume saoudien. L'utilisation de l'islam comme moyen de pénétration politique de la population égyptienne par deux adversaires étrangers perturbe la stabilité du territoire égyptien.

Le bouleversement des forces en puissance sur ce territoire et la dépendance du pays à l'égard des deux monarchies du Golfe tend à influencer le modèle de développement à venir de l'État égyptien lorsque la croissance économique se redressera. Le modèle passé, basé sur l'exploitation des rentes, s'est essoufflé mais le Qatar et l'Arabie saoudite ne proposent pas de modèles alternatifs : les nombreux dépôts effectués devront être remboursés selon le bon vouloir des donateurs. L'influence de ces deux pays en Égypte est à la mesure de l'extension des frontières virtuelles du territoire égyptien par le jeu politique, économique et financier. L'exportation de leur concurrence sur ce territoire rend problématique la formation d'une région économique viable.

### **RÉFÉRENCES**

- Giuseppe N. *et al.*, 2003, « L'influence des politiques sur les échanges et l'investissement direct étranger », *Revue économique de l'OCDE*, 1/2003, n° 36, Paris, éd. de l'OCDE, pp. 7-93.
- Hosny A., Kandil M. et Mohtadi H., 2013, "The Egyptian economy post-revolution: sectorial diagnosis of potential strengths and binding constraints", *Economic research forum*, n° 767, Égypte, pp. 1-22.
- Kamel el-Sayyed M., 2011, « Économie politique de la croissance : du capitalisme d'État à la libéralisation », in Battesti V., Ireton F. (dir.), *L'Égypte au présent : inventaire d'une société avant révolution*,

Sinbad, pp. 405-436.

Kodmani H., 2013, « L'implication du Qatar dans les révolutions arabes : stratégies d'influence ou OPA », *Confluences méditerranéennes*, n° 84, Paris, L'Harmattan, pp. 77-85.

Lorot P., 2001, « La géoéconomie, nouvelle grammaire des rivalités internationales », *L'information géographique*, vol. 65, n° 1, pp. 43-52.

Moisseron J.-Y., 2011, « Après les révolutions arabes : changer de paradigme dans le partenariat euro-méditerranéen », *Confluences méditerranéennes*, 2/2011, n° 77, Paris, L'Harmattan, pp.153-165.

Mouline N., 2011, *Les clercs de l'islam*, PUF.

Redissi H., 2007, *Le pacte de Nadjd ou comment l'islam sectaire est devenu l'islam*, Seuil.

Ternisien T., 2011, *Les Frères musulmans*, Pluriel.

Veltz P., 1997, « Une organisation géoéconomique à niveaux multiples », *Politique étrangère*, n° 2, 62<sup>e</sup> année, Paris, IFRI, pp. 265-276.

## **L'AUTEUR**

**Maïa Sinno**

IEDES

CEDEJ

maia.sinno@gmail.com